


n°8 6-7.88

LE POINT

## UN PROJET POUR LA BRETAGNE

En face de nous, il y a une situation politique française qui, le temps de quatre dimanches électoraux, a profondément évolué. On ne parle pas ici, bien sûr, des bouffonneries de l'ouverture, mais de ce que les élections ont fait apparaître, majoritairement, une certaine santé morale. Qui sont les battus, en définitive, sinon les tenants de l'ordre colonialiste en Kanaky, du racisme et de l'exclusion? Et qui peut nier que le discours en forme de décervelage sur les « gagnants»,»les performants», ( un discours auquel avait bêtement succombé une certaine gauche) a pris un sérieux coup de vieux?.

Et devant nous, à l'horizon 1992, il y a le marché unique européen. « Ha prest oc'h ?. «Etes-vous prêts? questionne l'Association des Elus Bretonnants, en soulignant, dans un document à l'intention des communes, l'intérêt pour la Bretagne d'avoir une personnalité suffisante pour intervenir en tant que telle dans le débat européen. Prêts, certains le sont, en effet, parmi les acteurs économiques. Et ils le prouvent en réalisant, à partir d'ici, un développement autonome. En faisant de la Bretagne la tête de pont de leur activité et non pas une simple succursale. C'est d'autant plus frappant qu'un certain nombre d'usines décentralisées sont en difficulté, précisément parce que les centres de décisions qui les gèrent sont en dehors du contexte local. Le mouvement culturel, aussi, s'inclut dans le dynamisme; Eurkoskol en a été la preuve.

Mais le mouvement politique?. Il n'échappe pas à l'impression pénible de regrouper les incollables des bienfaits du bilinguisme précoce ou de l'intérêt du retour à la Bretagne historique, mais qui n'ont, par ailleurs, rien à dire. Coupé de la société, il semble préparer le pire: une amicale des Bretons de la région Bretagne...

Image injuste, sans doute, image déformée; mais image qui s'est imposée. Or, c'est dans la capacité à inclure la dimension bretonne, dans les débats essentiels de la société d'aujourd'hui qu'est l'enjeu. Cela nécessite une reprise de la réflexion théorique; cela nécessite en même temps une pratique sur les divers lieux où l'on prépare le désarmement, où l'on combat la société duale, où l'on met en chantier une écologie raisonnée.

Il n'y a pas de doute que beaucoup de choses se font, en Bretagne, et que parmi ces créations et ces initiatives bon nombre sont d'esprit nationaliste. Mais, faute d'un mouvement politique pour les cristalliser, elles sont diluées ou récupérées. Parcellisées, elles ne forment pas un vrai projet, au mieux une simple juxtaposition.

Frankiz-Breizh ne prétend pas être le réponse unique à ce projet, mais entend y contribuer. Le 16 octobre, à Brest, Frankiz-Breizh fera des propositions dans ce sens. La préparation de cette journée est bien en route; à la fin de l'été, une première synthèse sera élaborée. Son titre: Un projet pour la Bretagne.



## LE SERVICE DES PHARES ET BALISES VIENDRA-T-IL A BREST?

Bien sûr que c'était une mesure électoraliste, mais n'empêche qu'il fallait la prendre: le «Service technique des Phares et Balises», «décentralisé» jadis du Trocadéro à... Bonneuil sur Marne (deuxième port fluvial de la Région parisienne, le saviez-vous? ) serait transféré à Brest. Parole de Guellec qui affirme aux syndicats, en mars, son «caractère irréversible».
Dans le fatras des promesses de la «charte de développement de la Bretagne occidentale», signée par Chirac le 5 février, c'était même à peu près la seule mesure solide...
Même si la venue de ce service de l'Etat est en bonne partie financée par les collectivités locales (ce qui n'est pas tellement logique...), il fallait l'accepter et par exemple, le Conseil municipal de Brest, à l'unanimité (moins le représentant communiste, absent), votait une dépense de 5.5 MF pour installer le service décentralisé à la Pointe du Diable. Argument développé par le représentant de Frankiz-Breizh: «Non seulement, c'est bon pour la Bretagne, mais en plus, ça va dans le sens d'une limitation de la croissance de la Région parisienne.»
Seulement, ce n'est pas sûr que ça marche si bien...» 170 emplois de haut niveau à Brest», titrait la presse de Lombard et de Kerbrat, alors que Guellec faisait déjà machine arrière: sur les 170 de Bonneuil, tous ne viendront pas; on supprime le garage, on supprime la cantine; on ne fera pas de magasinage et certaines études, particulièrement en matière de balisage des autoroutes, risquent de passer au privé...
Reste, selon l'intersyndicale, que nous avons rencontrée, un noyau dur de 40 à 50...
L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO,) est bien sûr très opposée à ce qui constitue un chamboulement des vies familiales. (Réponse: on comprend, mais on a déjà pas mal donné... dans l'autre sens). Elle développe deux arguments: l'un est irrecevable car il condamnerait tout ce qui n'est pas Paris: «Nous ne pouvons développer notre activité, qui demande contacts et déplacements, que dans une région où se trouvent les centres de décision.» Cette idée est pourtant soutenue par L. Cathala (député P.S. du coin), qui écrit texto: «Compte tenu de sa vocation nationale et internationale, sa localisation en Région parisienne est l'un des atouts majeurs pour la réalisation de ses multiples ambitions», et, de manière plus surprenante, par Sylvie Le Roux, qui, dans une lettre du 17 mars (peu diffusée en Bretagne, mais on l'a ) s'oppose à la décentralisation...
L'autre argument est plus subtil: «On profite d'une décentralisation pour liquider une partie du Service». Brest ne recevrait donc qu'un STPB-croupion? A eux d'y veiller, et à nous. Avec un vrai ministre de la Mer, ça sera, peut-être plus facile?.

J.G

## OPERATION COUSIN : FLY TOX

Sa maman habite Brest, au Guelmeur, c'est vrai. Brest, lui s'en souvient : il dit qu'il y a fait ses études, mais ce brillant sujet n'a pas laissé de traces inoubliables dans l'esprit de ses condisciples... Prototype du technocrate un peu raide, il passe par le Conseil d'état avant d'intégrer, via quelques missions audiovisuelles, le groupe Hersant et la Socpresse où on lui attribue le numéro trois. Au RPR, Cousin est bien sûr, chargé du dossier de la communication.

Numéro deux à FR3 aux pires moments de la répression contre les langues régionales, il aura le culot d'envoyer un télégramme de sympathie à Diwan, lors d'une manifestation à Morlaix. Question Bretagne, Cousin en rajoute un peu et, dans son mensuel «Action» (que ce spécialiste de la communication réussira à faire paraître... deux fois) il n'est pas loin de quelques accents nationalistes.

Cousin s'intéresse à Brest en 1983, en devenant le directeur de campagne d'un jeune loup dont la parano n'avait pas encore marqué les populations : Jacques Berthelot. Quand celui-ci est propulsé à la Mairie, Cousin devient son adjoint à la communication et... ne remet plus les pieds à Brest que de manière épisodique, battant, aux diverses manifestations où il devrait figurer, le record absolu de l'absentéisme.

Il sera pourtant -ou du moins Berthelot l'en soupçonne fortement- des premiers complots qui finiront par faire de la municipalité brestoise la risée des spécialistes hexagonaux de la politique locale. Cousin manque alors une première occasion : quand Berthelot quitte l'Hôtel de Ville la queue basse, Bertrand clame tous azimuts qu'il à la confiance de Paris pour prendre la suite, mais le jour venu, c'est l'inoffensif Kerbrat qui remporte le morceau. Cousin continue à faire quelques rares apparitions à Brest, qu'un de ses «collègues» adjoints -Charreteur- comptabilise soigneusement. Résultat : 2 % de présence, un chiffre qui va faire mal quand Charreteur le filera charitablement à la presse quelques jours avant le premier tour des législatives...

En 1986, avec la proportionnelle, Bertrand Cousin découvre un nouvel intérêt : les Côtes du Nord où sa présence en tête de liste lui vaut, bien sûr, d'être élu, mais surtout d'avoir mis une pagaille invraisemblable dans le RPR local. But avoué : la mairie de St-Brieuc. Aujourd'hui, il se plaint qu'on ait mal compris sa «mission» dans les Côtes du Nord. Quelle était-elle? Faire battre un P.S. dans ce bastion rose. C'est réussi : en juin 88 le P.S. y fait le plein : 5 sur 5.

Entre temps Bertrand a repris la direction de Brest. Il annonce sa candidature à la mairie et aux législati-